

DIFFERENCIATIONS DANS L'EVOLUTION DE QUELQUES DETERMINANTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ETAT DE SANTE DE LA POPULATION DES PETITES VILLES ROUMAINES

DANIELA ZAMFIR

Dans le cas des petites villes, parmi les facteurs socio-économiques, un rôle important est attribué au niveau de formation de la population, mais aussi à la pauvreté de la population de la majorité des unités urbaines de cette catégorie. Le capital éducationnel, l'état de santé et les revenus courants sont fortement intercorrélés, tant au niveau individuel, qu'au niveau agrégé.

Dans le contexte de l'instabilité économique et sociale, la période de transition actuelle se caractérise par un déclin accentué de la formation et de l'éducation scolaire au sens de l'abandon scolaire le plus souvent observé notamment dans les communautés pauvres. Dans ces conditions, l'état de la population des petites villes se trouve dans un déclin relevé par un taux de chômage élevé, un capital éducationnel réduit et d'un état de pauvreté accentuée.

Mots-clé: l'état de santé, déterminants, petites villes, taux de chômage, formation, taux de l'alphabétisation, pauvreté

Les déterminants de l'état de santé de la population peuvent être groupés dans plusieurs catégories : ceux qui en font référence au style de vie, les facteurs génétiques, les facteurs socio-économiques, les facteurs qui en résultent des conditions de l'environnement et ceux qui en résultent de la qualité des services de soins. Au niveau de la Roumanie, les plus importants en sont les facteurs socio-économiques qui comprennent en fait les revenus de la population, et particulièrement, leur distribution, en corrélation directe avec l'état de santé de la population en cause, la pauvreté étant presque toujours associée avec un état de santé précaire. Dans le cas des petites villes, parmi les facteurs socio-économiques, tant le niveau du chômage, le niveau de formation de la population, ainsi que la pauvreté de la population en cause des unités urbaines de cette catégorie, ont un rôle important.

Le chômage

Le chômage, officiellement enregistré qu'à partir de l'année 1990, a touché d'une façon différente les petites villes de la Roumanie. Cette catégorie urbaine possède en total un nombre de 110044 chômeurs, dont les plusieurs (plus de 65%) sont en quête d'un autre emploi (donc d'un âge plus avancé). 64% des chômeurs sont de sexe masculin, un phénomène intéressant du au type de l'activité économique dans lequel ces villes ont été spécialisées (l'industrie extractive ou lourde, etc.).

Le taux du chômage qui reflète le mieux ce phénomène a également des valeurs élevées (17,1%), avec des disparités au niveau régional selon les facteurs économiques et aussi démographiques (Fig. 1).

Les petites villes les plus touchées par ce phénomène en sont celles qui ont été excessivement industrialisées et qui, à la fois de la restructuration

des certaines unités industrielles, ont atteint des taux de chômage de plus de 20% (Plopeni, Năsăud, Copșa Mică, Călan, Urzani, Fieni, Bocșa, Anina). D'autre part, les taux de chômage élevés (notamment dans les cas des villes de l'est du pays) sont aussi déterminés par l'entrée sur le marché de l'emploi de nouvelles contingentes de main d'oeuvre (la pression que les générations de la « baby-boom » exerce sur le marché de l'emploi est d'autant plus forte que le taux de la natalité qui a caractérisé cette catégorie de villes a été plus grande).

Les taux les plus réduits se retrouvent dans l'ouest du pays, là où la pression démographique est plus basse et le processus de l'adaptation de la main d'oeuvre s'est rapidement réalisé. Les différenciations dans le volume des investissements ont également engendré des taux différents du chômage. On connaît le fait que la partie de l'ouest

du pays et la zone de la ville de Bucarest ont bénéficié d'un volume d'investissements plus élevé et qui a finalement créé de nouveaux emplois substituant la disparition de certaines industries.

En conclusion, on peut dire que la transition postcommuniste, en tant qu'une transition d'une économie redistributive, basée sur l'allocation centralisée et planifiée des biens et des emplois, à une économie fondée sur les mécanismes du marché libre, produit des changements dans les modèles des stratifications socio - occupationnelles et économiques.

L'ampleur et le sens de ces changements dépendent de la façon d'agrégation temporelle des facteurs principaux des processus de restructuration et de la réforme, de « l'héritage » du passé récent et du degré de concordance du capital humain selon le type et la dimension des opportunités créées par le marché de l'emploi.

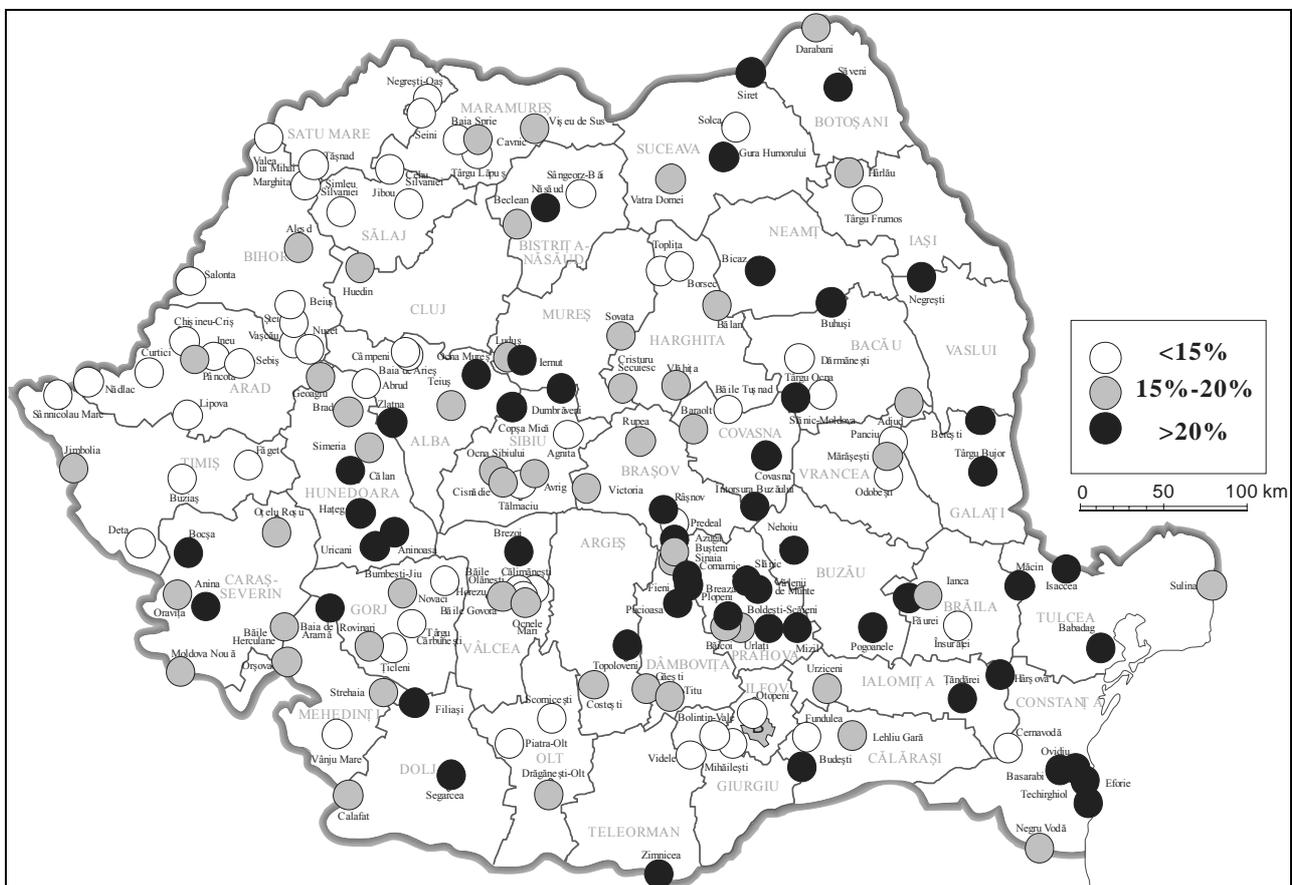


Fig. 1. Le taux du chômage (2002)

La configuration de la mobilité professionnelle et sectorielle est fortement influencée par le changement du régime de la propriété, la restructuration économique (sectorielle et spécialisée), la création et la consistance des mécanismes de marché, les mécanismes de recrutement de la force du travail et par l'esprit d'entrepreneur.

La structure de la population selon le niveau de la formation

La population des petites villes roumaines a passé des processus qui ont changé ses particularités éducationnelles, économiques, professionnelles et sociales. Elles sont directement liées au processus global de la modernisation de la société roumaine, mais aussi de l'étape parcourue dès lors de la période post révolutionnaire caractérisée par des situations bouleversantes économiques et sociales.

La qualité du facteur humain, tout d'abord exprimée par la structure et la consistance du statut de l'éducation et d'instruction, représente l'élément décisif de chaque étape du développement de la société.

La mobilité accentuée et ascendante de la population relève le rythme et la proportion importants des passages de la position sociale d'origine à l'une nouvelle, supérieure du point de vue qualitatif. Ce mouvement double est finalisé par l'acquis d'un statut social nouveau déterminé par la corrélation entre l'évolution des forces de production et des relations sociales, des exigences de la société dans certaines étapes, de la division sociale du travail.

La mobilité professionnelle précédée par la mobilité de type formation - éducationnelle caractérise surtout la composante principale de la population, son segment actif, quoiqu'on fasse référence à la population active stable ou légale.

Le niveau de formation

Même si jusqu'au l'an 2002 une amélioration significative du degré de la formation générale et spéciale de la population est enregistrée, on n'en peut pas dire la même chose pour la période 1992-2002. Si dans la première étape le nombre et la proportion des diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur ont augmenté, simultanément avec la baisse sensible de la proportion des personnes qui n'ont suivi aucune école, pendant dans les dernières années, la proportion des personnes ayant une formation supérieure s'était constamment réduite, et le nombre d'analphabètes est en croissance continue.

Lors de la période avant 1989, la croissance du niveau de formation de la population a été l'effet directe de l'inclusion de plusieurs villes de petite taille de la catégorie rurale à celle urbaine, le développement du secteur industriel au détriment de celui agricole, et à partir des années '90 et jusqu'à présent, le niveau de formation est en baisse grâce au « retour au rural », phénomène spécifique pour la majorité de ces villes, au manque des ressources matérielles afin de terminer les études et surtout à « l'absence de perspective » de la population .

L'analyse de ce type de structure au niveau de l'année 2002 met en évidence plusieurs aspects :

- le niveau de formation de la population jeune et adulte est plus élevé par rapport à celui de la population âgée, tout en bénéficiant de la

gratuité et l'obligation de l'enseignement supérieur de l'année 1989 ;

- la population masculine possède un niveau de formation plus élevé par rapport à la population féminine ;
- la moitié de la population des petites villes (tranche d'âge de 12 ans et plus) ne possède dans son ensemble que d'études primaires ou secondaires, tandis que seulement 4% des habitants ont suivi une formation supérieure.

Ce dernier aspect peut être expliqué par le degré plus grand de mobilité de la population ayant des études supérieures et, qui notamment après 1989, a déménagé dans les grandes villes et dans la Capitale. Les flux de la population arrivée dans les petites villes lors des années 70-80 comprenaient en général des études primaires ou secondaires (moindre degré d'une formation supérieure). Cette situation en est visible aussi dans le profil territorial. Les petites villes situées tout près des grands centres urbains ou de la Capitale (Ianca, Însurăței, Ovidiu, Ocna Sibiului, Budești, Bolintin Vale, Mihăilești) ou bien celles qui ne peuvent pas offrir des emplois pour la qualification obtenue (Berești, Târgu Bujor, Baia de Aramă, Piatra Olt, Scornicești, Nucet, Pogoanele) détiennent un poids de la population de formation supérieure de moins de 3%. Ces villes se retrouvent notamment dans le sud du pays (Munténie et l'Olténie), mais aussi dans l'est (Moldavie). Elles en possèdent à la fois des proportions de plus de 25% de la population aux études primaires et secondaires.

Une autre catégorie des villes où la population de formation supérieure se retrouve dans une moindre mesure (1-4%) est constituée par les villes

spécialisées dans l'industrie extractive, c'est un fait connu qu'elles ont fait attirer, au fil du temps, une main d'œuvre non qualifiée, donc, aux études primaires et secondaires (Rovinari, Cavnic, Uricani, Zlatna, Bălan).

Une population douée d'une formation plus élevée (la proportion aux études supérieures plus de 6%) possède les villes de petite taille, urbanisées, spécialisées dans le secteur tertiaire ou de l'industrie de traitement : Sinaia, Predeal, Cernavoda, Gura Humorului, Băile Herculane, Băile Govora, Eforie.

On observe que le niveau de formation le plus élevé (la proportion de la population aux études moyennes et supérieures plus de 50%) se retrouve dans les petites villes situées dans l'ouest et sud-ouest du pays, y compris les villes de la Dépression de la Transylvanie et de la Vallée de Prahova. Afin d'évaluer le futur de l'évolution du niveau général de la formation de la population des villes de cette catégorie, on a calculé un indicateur relevant, c'est-à-dire le degré de couverture de la population scolaire. Il résulte que seulement 22% des petites villes ont un taux de couverture dans l'enseignement de 100%. Elles sont situées dans l'ouest du pays (Beiuș, Vașcău), dans les départements Prahova (toutes les petites villes), Harghita (Băile Tușnad, Borsec) et Covasna (Covasna).

Plus de la moitié des villes ont un taux de couverture moyen (90-99%), tandis que 24% des villes se trouvent dans une situation moins favorable ayant des valeurs sous 90%. Les dernières en sont situées dans le sud et l'est du pays, touchant des valeurs voire de moins 70% de la population scolaire (Budești, Bolintin Vale).

Il est possible que la situation de cette dernière catégorie soit due à la structure ethnique, dans cette région du pays, la population des Tziganes détient des poids importants. Ces populations appartenant à cette ethnie ont un taux de couverture dans l'enseignement plus bas, grâce aux coutumes et à la situation matérielle précaire qui ne permettent pas la scolarisation. La réalisation des programmes de l'information et d'intégration, relatives surtout à la population scolaire, aboutirait à un taux de couverture meilleure, à condition qu'ils soient acceptés par les communautés de la population gitane. Le taux de couverture élevé des villes avec une population roumaine ou hongroise majoritaire est due aussi aux traditions de scolarisation spécifiques de ces communautés.

La perspective d'un quart de petites villes roumaines est que les dix années à venir le degré de l'analphabétisme se trouve en croissance accentuée d'où la baisse dramatique de la qualification de la main d'œuvre.

Le taux d'analphabétisme

L'un des indicateurs les plus pertinents concernant le niveau de formation de la population est représenté par le taux de l'analphabétisme, calculée en pourcentages par le rapport de la population analphabète à la population de tranche d'âge de 12 ans et plus.

Même si pendant la période antérieure à l'an 1989, l'un des slogans de l'époque était l'éradication de l'analphabétisme, au niveau de l'an 2002, on nous confronte de nouveau avec ce phénomène qui a enregistré quand même des

croissances au niveau des petites villes roumaines à l'intervalle 1992-2002 (fig. 2).

Alors, si au niveau de l'an 1992, un poids de 67,2% des petites villes avaient des proportions de la population analphabète moins de 3%, en 2002, seulement 5,5% ont correspondu encore à cet intervalle. En revanche, des taux de l'analphabétisme de plus de 7% se retrouvent à présent dans 25% des villes par rapport à 7% au niveau de l'année 1992.

Selon la distribution par sexe, on constate que les femmes représentent plus de 7% de la population analphabète dans la majorité des petites villes. Il est vrai que cette différence est due au fait que ce phénomène est spécifique pour la population âgée de plus de 65 ans, et que les femmes sont plus nombreuses pendant ce cycle de vie grâce à une certaine surmortalité masculine.

Les différences entre les deux années de recensement peuvent avoir plusieurs causes parmi lesquelles les plus importantes sont liées au phénomène des migrations (la population d'une formation supérieure est la plus susceptible de quitter les petites villes par le manque des emplois adéquats à leur formation), mais aussi aux modifications survenues d'une manière ponctuelle dans la structure ethnique (l'augmentation du nombre des Tziganes présentant des taux d'analphabétisme plus élevés par rapport à la moyenne). A la fois de la migration des jeunes accroît aussi la proportion des personnes âgées dans laquelle leur poids de la population sans études est plus élevé.

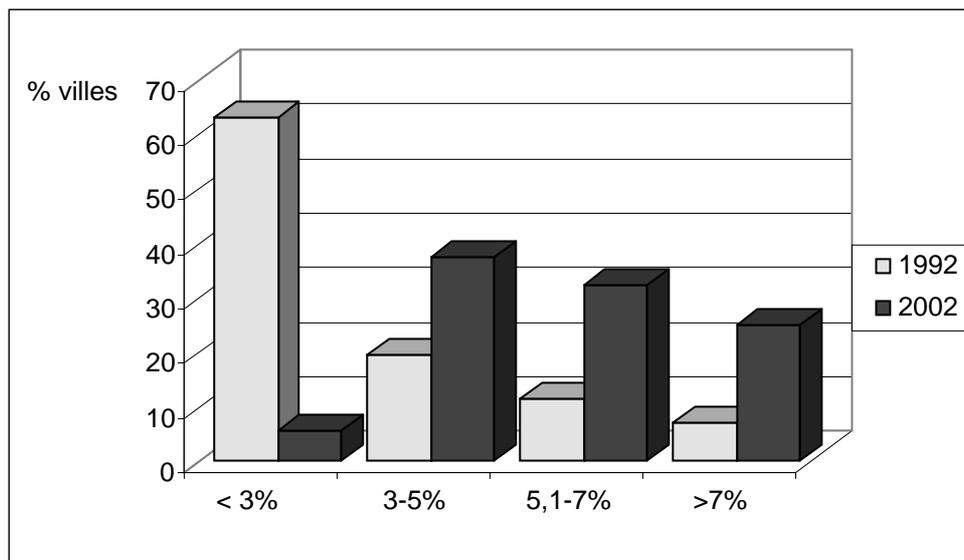


Fig. 2. L'évolution de taux de l'analphabétisme (1992-2002)

Au niveau territorial (fig. 3), l'analyse reflète des différences majeures et tranchantes. Alors, on peut observer une concentration plus grande des valeurs de plus de 5% au sud du pays (notamment dans les petites villes au profil agricole prédominant) tant au niveau de vie plus bas qu'aux mentalités existantes (plusieurs petites villes de ce coin du pays ont encore des particularités plutôt rurales qu'urbaines, les mentalités et la psychologie de la population étant plus proches du village que de la ville).

On peut pratiquement observer un groupage de ces « pôles » de l'analphabétisme Călărași Giurgiu, Teleorman, Olt, Dolj, Mehedinți.

Des taux élevés de cet indicateur se trouvent également dans les petites villes de la Moldavie (elles aussi assez pauvres), notamment au nord (Darabani, Săveni, Siret, Târgu Frumos, Hârlău), de la Dobroudja ((Măcin, Isaccea, Babadag, Hârșova, Negru Vodă, Techirghiol).

Les taux de l'analphabétisme les plus bas s'enregistrent dans les petites villes de la Vallée de Prahova (moins de 2% de leur majorité), dans les

départements Vâlcea, Harghita et Covasna, tandis que l'ouest du pays est caractérisé par des valeurs moyennes (non seulement au niveau de vie mais plutôt au poids significatif de la population âgée avec des taux d'analphabétisme élevés).

La valeur moyenne pour l'année 2002 a été de 3,5% plus élevée par rapport à la valeur enregistrée au recensement de l'année 1992. Ce trend ascendant constitue un sonnet d'alarme en considérant que ce phénomène caractérise pratiquement les sociétés archaïques et pas celles qui sont en train de se moderniser.

Il existe des différences notables tant au niveau de la formation qu'au taux de l'analphabétisme, entre la distribution par sexes, masculin et féminin, entre les groupes des jeunes et des âgés, entre les minorités nationales diverses.

Les différences observées au niveau de la formation de la population des petites villes de sud et de l'est du pays par rapport à celles situées dans les parties centrale et de l'ouest sont l'effet d'un décalage économique existant et des mentalités diverses qui existent encore au niveau des provinces roumaines et d'une structure ethnique différente.

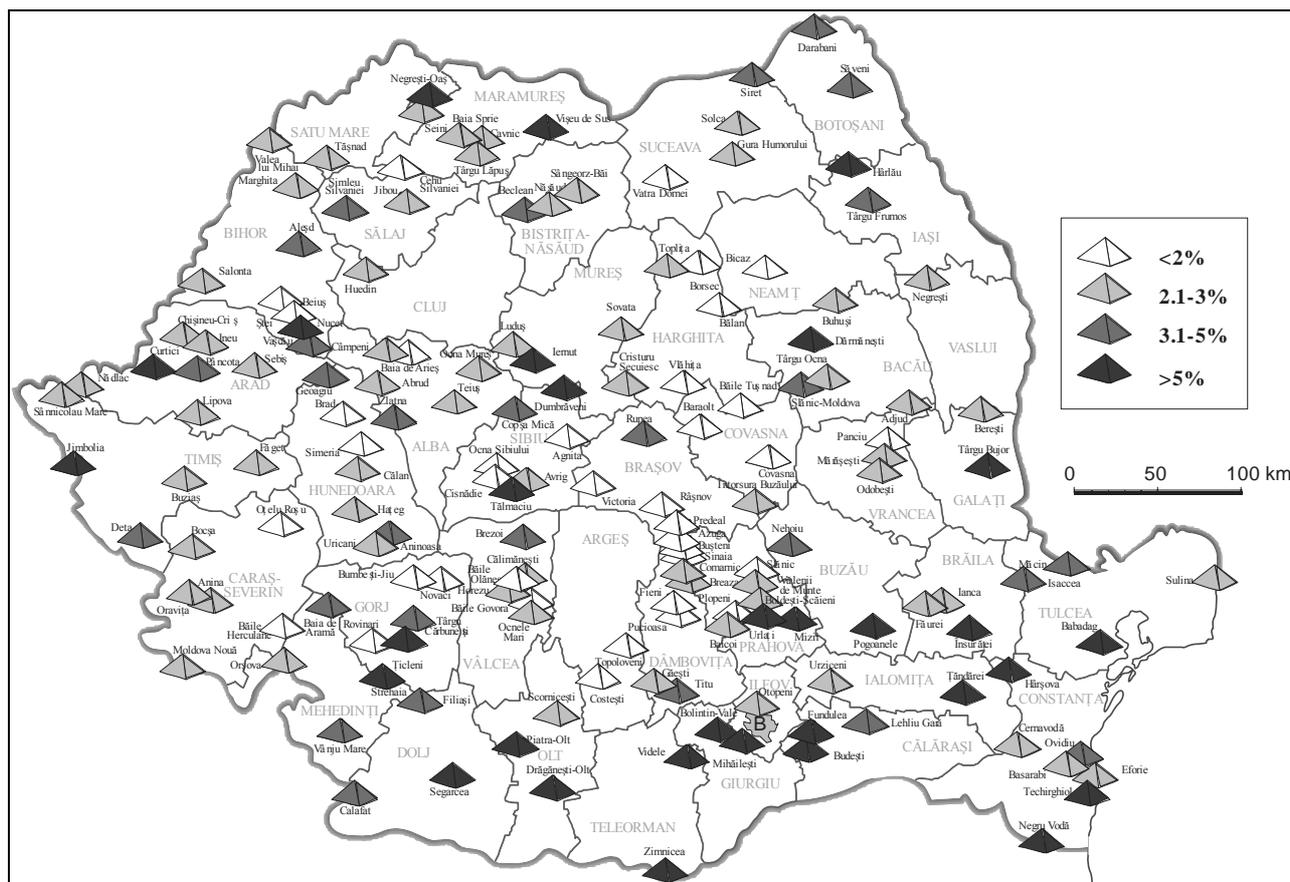


Fig. 3 Le taux de l'analphabétisme de la population (de 12 ans et plus) -2002

Les modifications qui vont intervenir dans l'économie des petites villes, les exigences de la restructuration et de la modernisation économiques qui devraient se ressentir, tout comme le progrès technique inévitable vont solliciter une force de travail de plus en plus qualifiée et spécialisée, donc avec un niveau de la formation plus élevé. Le problème qui va se poser concerne les petites villes de pouvoir satisfaire la demande du marché de la main d'œuvre dans les conditions dans lesquelles les perspectives immédiates de la population en cause relatif au niveau de leur formation sont assez peu stimulantes.

Les particularités structurelles présentées prouvent l'existence des facteurs communs en agissant dans leur différenciation spatiale, mais

aussi de l'importance des éléments liés à la structure de la population afin d'expliquer l'évolution des composantes du bilan général de la population. Les petites villes sont soumises évidemment à l'influence des facteurs extérieurs, de nature économique ou sociale en agissant au niveau de la société roumaine entière et déterminant des mutations fondamentales dans la dynamique et la structure de la population surtout pendant la dernière décennie.

Les décalages économiques tendent à s'accroître, par le manque d'une politique de développement cohérente en menant aux disparités concernant les ressources humaines disponibles et susceptibles afin de contribuer à l'amélioration du niveau économique de ces villes. On se trouve

apparemment face à un cercle clos duquel la seule solution semble être l'organisation au niveau local et l'attraction des investissements qui rendent une population plus stable.

La pauvreté

Le lien entre état de santé et la pauvreté, qui passe au niveau macro-social, est évident. Au niveau individuel, des ménages, ce lien est extraordinairement illustré par la collection d'articles écrits par Theodore Schultz et publiés en 1993 sous le nom de *The Economics of Being Poor*.

D'une part, l'état de santé constitue une ressource essentielle pour l'épanouissement individuel, notamment pour produire des revenus. La dépréciation du stock de santé d'un individu/ménage aboutit à la diminution de la main d'œuvre que l'acteur social en cause peut l'utiliser afin de satisfaire ses nécessités.

D'autre part, le capital éducationnel élevé suppose une valeur plus grande de la force de travail grâce à la productivité accrue, impliquant un paiement plus grand au cas de sa vente (le salaire reflète la productivité marginale du travail en général, qui accroît à la fois avec le degré de l'éducation, comme le prouve la théorie du capital humain). Premièrement, un niveau de formation plus élevé suppose une flexibilité plus grande dans le processus de l'adaptation aux conditions spécifiques sur le marché de la main d'œuvre contribuant à éluder le risque du chômage.

Deuxièmement, la pauvreté peut déterminer la dégradation du stock du capital humain en piégeant ses dépenses d'entretien et de développement (le manque des ressources économiques est associé à

l'impossibilité d'achat des services de soins et d'éducation). C'est ainsi que l'on peut entrer dans un cercle vicieux générateur de pauvreté permanente.

Troisièmement, tel qu'on a démontré, le décalage entre les salaires des employés les plus instruits (en croissance continue) et ceux les moins instruits (de plus en plus mal payés) est en croissance perpétuelle qui engendre des inégalités aux effets négatifs sur la chronicisation de la pauvreté. L'amélioration des habiletés des personnes moins qualifiées et le développement du capital éducationnel peuvent constituer une modalité de prévenir la paupérisation par l'efficacité des systèmes de l'enseignement et notamment par des investissements dans la formation permanente des individus.

Les dernières années, le nombre d'emplois hautement qualifiés a augmenté aux toutes les niveaux de l'éducation au détriment des emplois non qualifiés faiblement spécialisés ainsi qu'aux managers aux niveaux inférieurs (maîtres, chefs d'équipe, etc.). L'investissement dans l'éducation continue apparaît comme une priorité pour les individus mais aussi une assurance face aux risques du chômage et de la pauvreté. D'autre part, les entreprises peuvent obtenir un profit supérieur en investissant plutôt à l'éducation de leurs propres employés que dans la croissance du stock du capital économique. Les effets dans le plan de la productivité du travail sont immédiatement saisissables, les salariés deviennent plus créatifs, munis d'une indépendance décisionnelle accrue, en réagissant d'une manière plus efficace avec des solutions optimales nouvelles et inattendues.¹

¹ Voicu B. (2004), *Resurse, valori, strategii de viață. Spații sociale de alegere în tranziție*, teza de doctorat, www.bogdanvoicu.ro

L'étude « La Pauvreté en Roumanie 1995-1998 », effectuée par une équipe de consultants nationaux (de C.N.S., I.C.C.V., M.M.P.S., etc.) inclut une carte de la pauvreté communautaire de la Roumanie réalisée à partir de la définition de la pauvreté communautaire comme l'état de la pauvreté généralisée ou dominante au niveau d'une communauté ayant comme l'objectif d'identifier les localités pauvres et leur distribution régionale.

Le degré de la pauvreté a été estimé par la méthode relative, les habitats étant considérés pauvres seulement par rapport aux ceux trouvés au même découpage administratif. On a calculé deux groupes d'indicateurs qui ont permis l'hierarchisation multicritère des localités à chaque milieu de résidence.

Dans le Rapport de 1999, les 10 villes roumaines les plus pauvres, issues au calcul de l'indicateur de développement urbain, appartiennent à la catégorie des petites villes aux fonctions agricoles prédominantes : Mihăilești, Fundulea, Berești, Budești, Însurăței, Basarabi, Negru Vodă, Segarcea, Darabani, Ovidiu.

Les premières sept villes font partie de la catégorie des villes déclarées villes de l'an 1989, sans avoir un niveau de développement économique et social, édilitaire correspondant. La corrélation au niveau du capital humain est simple, celles-ci étant les villes au niveau le plus bas du capital humain.

La composante de la catégorie «villes pauvres» se modifie pendant l'année 2002. Parmi les plus pauvres restent Însurăței, Budești, Darabani et Mihăilești auxquelles on ajoute d'autres villes

nouvelles de cette catégorie : Sulina, Solca, Ianca, Pogoanele, Sângeorz Băi et Piatra Olt (elles aussi possèdent un niveau très bas du capital humain).

Le déplacement des villes pauvres dans l'hierarchie du développement urbain à l'intervalle 1996-1999 vers des positions meilleures ne peut pas être interprété comme une atténuation du degré de la pauvreté étant plutôt le cas de la «paupérisation» plus rapide d'autres localités urbaines.

En analysant la distribution géographique des villes de la catégorie considérées pauvres, on peut individualiser quelques groupes selon leur proximité spatiale et de l'appartenance régionale :

- le groupe de sud : Zimnicea, Mihăilești, Budești, Lehliu Gară, Fundulea, Țândărei;
- le groupe de sud-ouest: Baia de Aramă, Vânu Mare, Novaci, Segarcea, Drăgănești Olt, Scornicești, Piatra Olt;
- le groupe de l'est: Darabani, Săveni, Hârlău, Târgu Frumos, Negrești, Berești, Târgu Bujor;
- le groupe de nord: Seini, Târgu Lăpuș, Vișeu de Sus, Sângeorz Băi.

Un autre groupement des petites villes selon les facteurs qui ont mené à leur paupérisation surtout pendant la dernière période (la ruralisation, la main d'œuvre non occupée et le chômage, le dépeuplement, l'assistance médicale) peut se réaliser de la manière suivante :

- la ruralisation des villes (Vânu Mare, Segarcea, Piatra Olt, Drăgănești Olt, Mihăilești, Budești);
- la main d'œuvre non occupée et le chômage (Copșa Mică, Călan, Rovinari, Vașcău, Azuga, Comarnic, Râșnov, Isaccea, Fieni);
- le dépeuplement (les petites villes minières, Vașcău, Nucet, Sulina);

- l'assistance médicale (les petites villes des départements Mehedinți, Călărași, Ialomița).

Le capital éducationnel, l'état de santé et les revenus courants sont fortement intercorrélés, tant au niveau individuel qu'au niveau agrégé. La conclusion aboutit à une contradiction apparente à une mentalité fort ancrée dans la société roumaine que l'éducation et niveau de qualification n'ont aucun rapport avec les revenus obtenus.

Dans le contexte d'une instabilité économique et sociale, la période de transition que nous traversons se caractérise par un déclin accentué de l'instruction

scolaire, au sens de l'abandon scolaire le plus souvent observé notamment dans les communautés pauvres. Seulement une intervention au niveau national pourrait arrêter ce phénomène qui touche les chances des générations actuelles d'en posséder en capital éducationnel plus élevé, et implicitement, un niveau meilleur des revenus et un standard de vie en marquant la sortie de l'état de la pauvreté. Dans ces conditions, l'état de santé de la population des petites villes se trouve en déclin dans le contexte d'un taux de chômage élevé, d'un bas capital éducationnel et d'un état de pauvreté accentuée.

BIBLIOGRAPHIE

- Dumitrache, L. (2004), *Starea de sănătate a populației României-o abordare geografică*, Editura Univers Enciclopedic, București.
- Voicu, B. (2004) *Resurse, valori, strategii de viață. Spații sociale de alegere în tranziție*, teza de doctorat, [www. bogdanvoicu.ro](http://www.bogdanvoicu.ro)

- *** (2004), *Recensământul populației și locuințelor din 18 martie 2002*, I-IV, INS, București.